

Commission de Sécurité de l'Arrondissement du Mans

SDIS de la Sarthe
Sous direction des moyens opérationnels
Groupement Organisation et Coordination des Secours
Service prévention
Dossier étudié par : Ltn Stephane BRAZILLE/plh
Tél : 02.43.54.66.85 / 66.86 / 66.87
Courriel : serv.prev@sdis72.fr
Fax : 02.43.74.37.86

PROCÈS-VERBAL

OBJET : Contrôle des établissements recevant du public

La Commission de Sécurité de l'Arrondissement du Mans s'est réunie le **08/12/2023** en vue d'émettre, conformément aux dispositions des articles R.143-1 à R.143-47 du code de la construction et de l'habitation et du décret n°95-260 du 8 mars 1995, un avis sur l'exploitation de l'Établissement Recevant du Public ci-dessous :

Commune :	LE MANS
Établissement :	E 181 00055 011 - CENTRE HOSPITALIER - Bâtiment Madeleine Brès (27) 194 Avenue Rubillard
Catégorie :	3ème cat.
Type principal :	U

AVIS

A l'issue de cette visite, les membres de la commission émettent un **avis favorable** à la poursuite d'exploitation de cet établissement. Néanmoins, les prescriptions énoncées dans le rapport de visite joint devront être intégralement respectées.

Les travaux, soumis ou non à permis de construire, ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du maire donné après avis de la commission de sécurité. Il en est de même pour toute création, tout aménagement ou toute modification de l'établissement.

Le contrôle exercé par l'administration ou par la commission de sécurité ne dégage pas les constructeurs, installateurs et exploitants des responsabilités qui leur incombent personnellement (articles R.143-22 et R.143-34 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Le Président de la Commission,
M. BESLAND
BSCGC



RAPPORT DE LA VISITE DU : 08/12/2023

<u>Établissement :</u>	E 181 00055 011 - CENTRE HOSPITALIER - Bâtiment Madeleine Brès (27)
<u>Adresse :</u>	194 Avenue Rubillard 72000 LE MANS
<u>Type et Catégorie :</u>	U - 3ème cat.
<u>Objet de la visite :</u>	Visite périodique
<u>Périodicité des visites :</u>	36 mois
<u>Date dernière visite périodique et avis :</u>	03/11/2020 - avis favorable

COMPOSITION DE LA COMMISSION**Membres ayant voix délibérative :**

Le président de la commission :	M. BESLAND
Le représentant du maire :	Mme LARSON
Le représentant du DDSIS :	M. le lieutenant BRAZILLE

Assistaient également à la réunion de la commission (membres ayant voix consultative) :

- M. CARRE, responsable Dpt Maintenance et sécurité
- Mme SERIZAY, cellule ERP - ville du Mans

RÈGLEMENTATION

Cet établissement est soumis aux dispositions du règlement de sécurité du 25 juin 1980, annexé aux articles R.143-1 à R.143-47 du code de la construction et de l'habitation, traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, ainsi qu'au décret 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité. Le non respect de ces réglementations est passible des sanctions prévues aux articles L. 143-3, R. 184-4 et R. 184-5 du code de la construction et de l'habitation.

HISTORIQUE DE L'ÉTABLISSEMENT

N° de PC ou d'AT	Objet	Date d'étude par la SCDS	Date de réception des travaux ou devenir de la demande
AT.181.16.Z0391	Construction	16/02/2017	12/08/2020

DESCRIPTIF DE L'ÉTABLISSEMENT

La visite a été réalisée sous la conduite de Monsieur BARRE, responsable des services techniques et sécurité.

Descriptif :

Le bâtiment sera un bâtiment unique se développant sur 5 niveaux et se décomposant comme suit :
- En sous-sol (non accessible au public) :

- Des locaux à risques importants :
 - local stockage gros volume
 - local reconditionnement
 - local tampon déchets (x2)
- Des locaux à risques moyens :
 - 2 locaux décroissance linge
 - 2 espaces chariots
 - 1 local tampon
 - 1 local stockage cartons
 - 1 local réception linge
 - 1 local prestataires nettoyage extérieurs
 - 1 local rangement machines
 - 1 local de stockage gros matériels
 - 1 local réserve produits et consommables
 - 1 local TGBT
 - 1 local TGHQ
 - Des locaux électriques
- Des locaux à risques courants :
 - 1 local sous station frigorifique
 - 1 local sous station calorifique
 - 4 espaces vestiaires pour le personnel
 - 1 local technique traitement d'eau

- Au rez-de-chaussée :

- Unité de dialyse de 2 postes
- Unité de soins palliatifs de 12 lits
- 55 bureaux de médecins
- 1 salle de réunion pour médecins
- 1 hall d'accueil avec espace secrétariat
- 1 salle PC soignant et 1 salle PC médical
- 1 salle de rééducation
- 4 salles de consultations
- Différents locaux d'entretien

- Au R+1 :

- 2 unités d'hospitalisation de 30 lits
- 1 salle de réunion
- 2 PC soignants et 3 PC médicaux
- Différents locaux de préparation de soins

- Au R+2 :

- 2 unités d'hospitalisation de 30 lits
- 1 salle de réunion

- 2 PC soignants et 3 PC médicaux

- Au R+3 :

- 2 unités d'hospitalisation de 30 lits
- 1 salle de réunion
- 2 PC soignants et 3 PC médicaux

- Terrasse : (R+4) non accessible au public

- 2 locaux CTA
- 2 locaux ascenseurs

VERIFICATIONS TECHNIQUES

Contrôle des vérifications techniques obligatoires (visite périodique) :

<i>NATURE</i>	<i>VÉRIFICATEUR</i>	<i>DATE</i>	<i>OBSERVATIONS</i>
<i>Installations électriques</i>	APAVE	05/09/2023	
<i>Éclairage de sécurité (BAES)</i>	APAVE	05/09/2023	
<i>Source de remplacement - groupe électrogène de sécurité (livret d'entretien)</i>	APAVE	05/09/2023	
<i>Installation de chauffage</i>	CHAUFFERIE CENTRALE		
<i>Clapets coupe-feu</i>	SIEMENS	20/11/2023	
<i>Ascenseurs :</i>			
<i>- contrat annuel d'entretien</i>	OTIS	08/11/2023	Contrat
<i>- contrôle quinquennal par organisme agréé</i>			Installation de moins de 5 ans
<i>Système de sécurité incendie de catégorie A :</i>			
<i>- contrat annuel d'entretien</i>	SIEMENS	20/11/2023	Obs. à lever
<i>- contrôle triennal par organisme agréé (1^{er} groupe)</i>	à transmettre		
<i>- contrôle triennal désenfumage mécanique</i>	à transmettre		
<i>- système d'alarme type 1</i>			
<i>Extincteurs portatifs</i>	TECC	19/12/2022	
<i>Portes automatiques (contrat annuel d'entretien)</i>	AF MAINTENANCE	06/07/2023	
<i>Réseau de fluides médicaux</i>	APAVE	04/09/2023	

Contrôles (art. MS74) :

Lors des visites périodiques effectuées par les commissions de sécurité, toutes dispositions doivent être prises par l'exploitant pour permettre le contrôle efficace des moyens de secours. A cet effet, la direction doit mettre en place le personnel et le matériel nécessaire aux essais de fonctionnement.

Autres vérifications :

Registre de sécurité tenu à jour : oui
Formation du personnel :

- manipulation des extincteurs : 150 personnes formées sur 344 personnes
- exercice d'évacuation : le 27/09/2023
- système de sécurité incendie : personnel SSIAP du Centre hospitalier

Surveillance de l'établissement (ERP de type U) : 2 personnes par niveaux
Téléphone filaire (les téléphones sur box sont interdits) : oui
Consignes : oui
Ligne directe au PC sécurité du Fontenoy
Plan de l'établissement : oui
Défense extérieure contre l'incendie :

- Poteau d'incendie à moins de 200m de l'établissement : oui

CLASSEMENT

Classement :

L'effectif total, pour ce type d'établissement, est défini forfaitairement, conformément aux dispositions de l'article U2, par la somme des nombres suivants :

- 1 personne par lit ;
- 1 personne pour 3 lits au titre du personnel ;
- 1 personne par lit au titre des visiteurs (adultes) ou 1 personne pour 2 lits au titre des visiteurs (enfants en bas âge, personnes handicapées moteur ou mental ou âgées) ;
- 8 personnes par poste de consultation ou d'exploration externe ;
- les effectifs des autres locaux déclarés et calculés selon les règles particulières qui s'y rapportent (salles de réunions, etc.).

Les effectifs se répartissent de la façon suivantes :

Niveau	CHM BATIMENT SERGENT					
	Lits	Effectifs	Consultation	Effectifs	Autres	Effectifs
R+3	60	140	0	0	0	140
R+2	60	140	0	0	0	140
R+1	60	140	0	0	0	140
Rez-de-chaussée	12 (USP)	28	0	0	0	28
Rez-de-chaussée	29 box (dialyse)	67	3	24	0	91
Sous-sol	0	0	0	0	0	0
TOTAL	539 personnes					

Nota : La partie tertiaire en rez-de-chaussée est constituée des bureaux administratifs des médecins (et non des bureaux de consultation). Il n'y a donc pas lieu de prendre en compte l'effectif complémentaire.

Établissement Recevant du Public de 3ème cat. et de type U

PRESCRIPTIONS

Prescriptions permanentes :

Vérifications techniques obligatoires (articles R143-34, GE8)

Faire vérifier, **au moins une fois par an**, par un technicien compétent :

- les installations électriques et l'éclairage de sécurité (art. EL19 et art. EC8)
- les installations de désenfumage (art. DF10)
- les ascenseurs (art. AS8 et AS9)
- les extincteurs (art. MS73)
- le système d'alarme incendie (art. MS73)
- le système de sécurité incendie de catégorie A (art. MS58)
- les portes coupe-feu des réserves (art. MS58)
- les clapets coupe-feu (art. CH58)
- les portes automatiques (art. CO48)
- les réseaux de fluides médicaux (art. U64)

Faire vérifier, **une fois tous les trois ans**, par un organisme agréé :

- le système de sécurité incendie de catégorie A (art. MS73)
- le système de désenfumage mécanique (art. DF10)

Faire vérifier, **une fois tous les 5 ans**, par un organisme agréé :

- les ascenseurs (art. AS9)

Tenir à jour le registre de sécurité en y inscrivant notamment les dates des vérifications techniques accompagnées du nom et de la signature du vérificateur (art. R143-44 du code de la construction et de l'habitation).

Ce registre contiendra notamment les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap (art. GE3).

Prescriptions antérieures :

Action	Ordre	Libellé
VISITE DU 03/11/2020	1	Adresser au maire de la commune qui transmettra au secrétariat de la commission de sécurité, la levée de l'observation du rapport de vérification réglementaire après travaux établi par BTP Consultant, concernant la pose de la porte pare flammes de la passerelle, en date du 28/10/2020. (art. R123.44).
Visite du 12/08/2020	1	Adresser au maire de la commune qui transmettra au secrétariat de la commission de sécurité, la levée des observations du rapport de vérification réglementaire après travaux établi par BTP Consultant n°TR/20_20L0127 du 11/08/2020 (art. R123.44).

Nouvelles prescriptions :

Ordre	Libellé
1	Adresser au maire de la commune qui transmettra au secrétariat de la commission de sécurité, la levée des observations du rapport de vérification réglementaire en exploitation portant sur les installations électriques établi par APAVE le 3/09/2023 (art. R123.44).
2	Adresser au maire de la commune qui transmettra au secrétariat de la commission de sécurité, les rapports de vérification suivants, accompagnés des justificatifs de levée des éventuelles observations y figurant : _RVRE TRIENNAL portant sur le SSI (art. R123.44).
3	Adresser au maire de la commune qui transmettra au secrétariat de la commission de sécurité, les rapports de vérification suivants, accompagnés des justificatifs de levée des éventuelles observations y figurant : _RVRE TRIENNAL portant sur le désenfumage mécanique (art. R123.44).
4	Adresser au maire de la commune qui transmettra au secrétariat de la commission de sécurité, la levée des observations du rapport de vérification réglementaire en exploitation établi par SIEMENS portant sur le SSI (art. R123.44).
5	Interdire le stockage dans les circulations du sous-sol (CCH143-13)
6	Interdire le stockage de bouteille d'oxygène dans les circulation, de plus les portes des locaux de stockage de bouteille d'oxygène devront être identifier par le logo de gaz sous pression (CCH143-13)
7	Réaliser un document décrivant les procédures d'évacuation de personnes malade et contagieuses isolées dans les chambre sssés situé au 3ème étages (CCH143-13)

Propositions et remarques éventuelles :

1. La commission rappelle l'obligation pour les propriétaires des établissements recevant du public d'installer un défibrillateur automatisé externe selon le calendrier suivant :

- le 1er janvier 2020 pour les ERP de catégories 1 à 3 ;
- le 1er janvier 2021 pour les ERP de catégorie 4 ;
- le 1er janvier 2022 pour les ERP de catégorie 5 suivants : les structures d'accueil pour personnes âgées, les structures d'accueil pour personnes handicapées, les établissements de soins, les gares, les établissements sportifs clos et couverts ainsi que les salles polyvalentes sportives.

(Décret n°2018-1186 du 19 décembre 2018 relatif aux défibrillateurs automatisés externes)

AVIS

A l'issue de cette visite, les membres de la commission émettent un **avis favorable** à la poursuite d'exploitation de cet établissement. Néanmoins, les prescriptions énoncées dans le rapport de visite joint devront être intégralement respectées.